

Hollande, Valls et Touraine en veulent encore plus : à bas le projet de budget 2017 contre la Sécu !

Le gouvernement Hollande-Valls-Touraine a poursuivi contre le droit à la santé et contre les travailleurs des hôpitaux et de la Sécurité sociale la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot. Par contre, les patrons ont été exemptés massivement de cotisations sociales : 5,2 milliard d'euros en moins pour le régime général de la Sécu grâce au « Pacte de responsabilité ». Les groupes pharmaceutiques et les cliniques privées ont continué à s'enrichir. Les inégalités d'accès aux soins se sont aggravées. Des étudiants, les travailleurs au chômage et les précaires renoncent aux soins.

Les salaires de fonctionnaires ont été bloqués de 2010 à 2015 inclus. Le temps de travail est allongé dans les hôpitaux par le vol par l'employeur des RTT. Une grande partie du travail est fournie par des stagiaires pas ou mal rétribués, par des précaires. La carrière des titulaires est freinée par le « Parcours professionnel carrière et rémunérations ». Les infirmiers ont été caporalisés par un ordre professionnel. La « loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires » de Sarkozy-Bachelot de juillet 2009 avait instauré des « groupements hospitaliers de territoire » (GHT), mais ils restaient facultatifs. La « loi de modernisation du système de santé » de Hollande-Touraine de décembre 2015 les impose. Les ARS créés par Sarkozy & Bachelot sont en train de regrouper 850 établissements hospitaliers publics en 135 GHT. Ainsi, le gouvernement ferme des services (maternités, urgences, centres d'avortement) et même des établissements, essaie de supprimer 22 000 emplois, rend davantage flexible les postes et les horaires (jusqu'à 54 heures de travail d'affilée, rappel sur les congés...), harcèlement, sanctions et menaces.

Le résultat est, pour beaucoup de patients, des renoncements à se soigner, des distances plus longues à parcourir ou des délais d'attente supplémentaires ; pour tous les travailleurs hospitaliers, la détérioration des conditions de travail. Cinq infirmiers se sont donné la mort depuis juin, à Toulouse, au Havre, à Saint-Calais (près du Mans) et à Reims. Cela rappelle la privatisation de France Telecom. Seul le suicide survenu à Toulouse a pour le moment officiellement été reconnu comme un accident du travail mais, selon les syndicats locaux, tous sont liés à la dégradation de leur métier.

Pourtant, toutes les confédérations ont discuté avec le gouvernement du Pacte de responsabilité, toutes les

fédérations syndicales ont accepté de discuter de la loi Santé, les syndicats continuent à cogérer les hôpitaux en participant aux conseils d'administration. Les burocraties syndicales de la santé ont appelé à de multiples « journées d'action » ; elles ont laissé les soignants qui entraînent en lutte isolés par catégorie ou par hôpital. Les directions confédérales ont démoralisé l'ensemble des travailleurs en refusant d'appeler à la grève générale contre le projet de loi Hollande-El Khomri, en appelant à 14 « journées d'action » et à une dérisoire « votation citoyenne ».

Touraine (ministre de la santé), Sapin (ministre de l'économie) et Eckert (secrétaire d'État au budget qui remplace le fraudeur du fisc Cahuzac) ont présenté le 23 septembre le projet gouvernemental de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) qui est soumis au parlement.

Pour la branche maladie, où l'État exigeait auparavant 3 milliards d'euros d'économie annuelle, il veut 4 milliards en 2017 : 640 millions en accentuant les soins ambulatoires, 845 millions par des gains d'efficacité des hôpitaux, 1,430 milliard d'euros pris sur les médicaments, 1,135 milliard sur les soins (*Dossier de presse*, p. 38).

Face à cette nouvelle offensive du gouvernement Hollande-Valls-Touraine, l'attitude des directions syndicales est, soit la complicité à

peine dissimulée (CFDT, UNSA, CFE-CGC), soit la diversion d'une « journée d'action » convoquée le 8 novembre (CGT, FO, SUD). Qui peut croire que le gouvernement va reculer le soir du 8 novembre ?

Dans les syndicats, dans les assemblées générale, il faut imposer une manifestation unie à l'Assemblée nationale pour empêcher l'adoption du projet de budget 2017 de la Sécu.

Retrait du projet de budget 2017 de la Sécu ! Abrogation des lois Sarkozy-Bachelot et Hollande-Touraine ! Boycott des conseils d'administration chargés de les appliquer ! Réouverture et création des établissements, des services, des lits et des postes nécessaires ! Titularisation des précaires !

Abrogation de toutes les exonérations de cotisations sociales pour le patronat ! Expropriation des laboratoires pharmaceutiques, des cliniques privées et des groupes financiers de l'assurance maladie ! Gratuité de tous les soins ! Gouvernement des travailleurs !



REVOLUTION COMMUNISTE
groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

La grève générale de 1936 arrache les revendications
Les journées d'action de 2016 laissent passer la loi travail



Nice, un attentat contre la population civile p. 2
Un bilan du mouvement contre le projet de loi travail p. 5
LO et le NPA au service de la direction de la CGT p. 13
Le 37^e congrès du PCF p. 15
Le référendum en Grande-Bretagne pour la sortie de l'UE p. 17
La grève générale de 1936 p. 21

n° 18 juillet - août 2016 1 euro